

Interview de Vincent Peillon sur RTL le 10 novembre 2005

Jean-Michel Apathie : bonjour, Vincent Peillon.

Vincent Peillon : bonjour

François Hollande arriverait en tête avec 55% des suffrages. Votre courant, celui du Nouveau Parti Socialiste, serait deuxième avec 25% des suffrages. Et Laurent Fabius recueillerait moins de 20% des suffrages. Voilà les choix qu'auraient fait les militants socialistes, hier soir, dans le cadre de leur congrès, selon la direction du Parti Socialiste. Ces chiffres vous paraissent justes ? Vous les acceptez, Vincent Peillon ?

Il faut encore les mettre au conditionnel puisqu'on n'a pas l'ensemble des résultats, mais c'est sans doute la tendance qui se dégagera.

Donc, quand Claude Bartolone, ami de Laurent Fabius, parle "d'irrégularités massives" ou Jean-Luc Mélançon, "de fraudes avérées". Cela vous paraît, de toutes les façons, pas de nature à remettre en cause le rapport de force tel qu'il se dessine.

Il faut regarder très précisément ce problème que l'on a, dans le Parti qui est celui de quelques grandes fédérations dont on n'a pas les chiffres, aujourd'hui et on a eu l'occasion de constater moi, je l'ai eu en direct et je l'ai fait enregistrer que nous avons les chiffres dès 18 heures. C'est curieux sur un corps électoral.

Les bureaux de vote ouvraient à 18 heures.

Oui.

Et vous aviez les chiffres !

Et j'ai croisé, à ce moment-là, Guy Lengagne, le maire de Boulogne, qui m'a donné, sur une feuille, les chiffres que venait de lui donner Bruno Leroux. Donc, il y a quand même une question dont on va parler entre nous et globalement, il y a eu le vote.

Et globalement, vous avez perdu ?

Et, sous réserve de ces grandes fédérations, nous allons voir. Alors, perdu : je ne crois pas parce que, si vous regardez et là, il faut faire attention aux commentaires François Hollande : référendum pour le "oui", c'est 59%. François Hollande, 62%. Cette fois-ci : 55%. Alors, il a, bien entendu, gagné. C'est-à-dire qu'il a une majorité, mais il est en baisse. Il est en régression, c'est très important.

Vous l'avez dit : s'il a gagné, c'est que vous, vous avez perdu !

Non. Puisque nous, nous augmentons, par contre, de 50%.

Bravo !

Nous sommes à 25%. Donc, il y a, d'un côté François Hollande qui diminue avec une coalition dans laquelle vous avez, effectivement, énormément de gens qui ne seront pas toujours d'accord, d'ailleurs, demain : Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry, Jack Lang. Et puis, vous avez un courant qui progresse de 50%.

Je crois que dans les commentaires, il faut être attentif à cela. La direction, de scrutin en scrutin, est plus étroite. Et c'est une difficulté, d'ailleurs, pour tout le Parti Socialiste.

Recherchez-vous c'est la mécanique de votre congrès, c'est un peu compliqué, on va essayer de faire simple une alliance avec François Hollande, au congrès du Mans ?

Je crois que les socialistes doivent chercher à être utiles au pays dans un moment difficile. Et cela passe toujours, à un moment, par le rassemblement. Mais il faut que ce rassemblement soit sur un contenu. On vient d'entendre Alain Duhamel qui dit : "il y a une victoire du premier secrétaire, mais je constate que le Parti Socialiste n'a pas de projet. Pourtant, ce premier secrétaire est aux commandes depuis plusieurs années". Donc, l'important : c'est de se rassembler, mais de se rassembler sur quelques chose qui dise, pour les français, quelle est la perspective.

Donc, a priori, vous n'excluez pas une alliance avec François Hollande ?

Avec aucun socialiste.

Non, mais avec François Hollande ?

Avec aucun socialiste. Je crois que le rassemblement, c'est avec tous les socialistes.

La question qui est posée au Parti Socialiste, c'est de désigner un candidat à l'élection présidentielle. Peut-on dire, ce matin, Vincent Peillon, que Laurent Fabius aura du mal à être le candidat des socialistes pour l'élection présidentielle ?

Je crois qu'il faut être très prudent dans ces questions. On sait bien et tout le monde le sait, donc il faut le dire que sur les 55% de François Hollande, il y a des tas de candidats potentiels. Alors, si vous faites la division par Jack Lang, par Dominique Strauss-Kahn, par Bertrand Delanoë, par François Hollande lui-même, est-ce que cela fait plus que 18 ou 20 ? Je ne sais pas.

Quand on a envie d'être candidat à l'élection présidentielle, et qu'on recueille moins de 20% des suffrages dans son propre parti. Est-ce qu'on peut encore continuer à imaginer être le représentant de ce parti lors d'une grande élection ?

Mais je crois que ce sera un autre scrutin, et je pense que la grande difficulté, aujourd'hui, c'est que toutes ces ambitions individuelles multiples ne sont pas encore portées par une ambition collective, ni pour les socialistes, ni pour la gauche, ni pour la France. Et, quand on saura ce que les uns et les autres pensent vraiment, parce qu'il y a ceux qui se dissimulent. Que pense véritablement Dominique Strauss-Kahn ?

Et ce congrès parce que je l'entendais il y aurait ceux qui étaient sur une logique de rupture et ceux qui ne l'étaient pas. Mais, quand vous regardez les textes, y compris celui de François Hollande, il est passé à gauche toute par rapport à la pratique du gouvernement. Donc, il faudra qu'il y ait un moment de vérité sur les options des uns et des autres. C'est ce qu'attendent les français.

On pensait que ce serait le congrès qui le ferait, mais ce n'est pas encore fait !

Nous l'avons souhaité, mais nous n'avons pas totalement réussi de ce point de vue.

C'est compliqué la vie du Parti Socialiste. Vous étiez partisan du "non" au référendum, donc le "non" est minoritaire, visiblement, aujourd'hui. Imaginez-vous pouvoir soutenir un candidat socialiste, pour l'élection présidentielle, qui avait appelé à voter "oui" au référendum ?

Le traité constitutionnel est mort. Rester sur le clivage du "oui" et du "non" est absurde.

Donc, vous pouvez soutenir quelqu'un qui a appelé à voter "oui" ?

Du moment où y aura une initiative européenne, l'Europe a besoin de l'engagement de la France. Les français nous disent rien : on n'a rien à attendre de Chirac. Que disent les socio-démocrates et les socialistes français ?

Alors, de ce point de vue, les uns comme les autres Laurent Fabius comme François Hollande sont totalement silencieux sur l'Europe alors que se déroule un grand débat dans le Parti Socialiste européen, et, plus largement, sur le modèle social européen. C'est la grande affaire. Que fait-on pour relancer le mécanisme institutionnel ?

Ma question était : pourrez-vous, par hypothèse, soutenir un candidat qui a appelé à voter "oui" au référendum ? Ma question est simple !

Un candidat qui aurait un projet pour l'Europe : oui.

La question était simple ! Alors, on va venir à la violence des banlieues : ça baisse ! C'est une bonne nouvelle : la fermeté du gouvernement a payé, Vincent Peillon ?

Evidemment pas, puisque vous le voyez ça a été dit là où l'on a annoncé les couvre-feu par exemple, chez moi, à Amiens, il n'y avait pas eu de voitures brûlées et là où il n'y a pas de couvre-feu - par exemple, en Ile-de-France, il n'y avait pas besoin de ce couvre-feu ça baisse. Ça baisse, pourquoi ? Parce qu'il y a de la médiation, il y a des gens sur le terrain, il y a des gens qui parlent et pas ce maniement symbolique de la menace et d'une loi d'exception.

Donc, je crois que le gouvernement a fait deux provocations. La provocation initiale, celle de Nicolas Sarkozy, dans les mots. Et puis, une provocation dans les actes avec cette prise de décision. Et, si cela baisse, c'est pour d'autres raisons : il faut s'en réjouir quand même.

L'expulsion des étrangers en situation régulière : voilà ce qu'a annoncé Nicolas Sarkozy, s'ils étaient pris dans les violences des banlieues de ces derniers jours, s'ils étaient condamnés par la justice. C'est une mesure que vous approuvez ? Que vous désapprouvez, Vincent Peillon ?

Je crois que Nicolas Sarkozy est dans la surenchère permanente et l'inefficacité. Toutes les politiques qu'il conduit depuis 2002 y compris la sécurité, on le voit avec cette affaire des banlieues c'est l'échec. C'est l'échec sur la Corse. C'était l'échec quand il était ministre des finances. C'est l'échec sur le Conseil Français du Culte Musulman. C'est l'échec, maintenant, sur la sécurité.

Je crois qu'il devrait faire extrêmement attention parce que sa pratique du langage, sa pratique des décisions symboliques comme encore celle de ce matin ne font qu'attiser des choses très dangereuses pour l'identité nationale.

Ce n'est pas symbolique, c'est pratique d'expulser un étranger en situation même régulière s'il est condamné par la justice. Ce n'est pas théorique, c'est pratique ?

Non.

C'est une mauvaise décision, selon vous ?

D'abord, quand vous regardez les réalisations de ce qu'il fait. Cela a été le cas de la sécurité : ça ne se produit pas comme il le dit. Deuxièmement, ce sont toujours des effets d'annonce. Et où il y a eu des difficultés, on nous a aussi expliqué qu'il faisait beaucoup pour la sécurité : il a simplement vidé les commissariats de la police, là où il fallait en mettre. Et voilà le résultat qu'on a eu.

A propos du couvre-feu : la porte parole du Parti Socialiste disait hier : "nous apporterons tout notre soutien aux maires. Là où un maire souhaite le couvre-feu, on ne va pas le blâmer. Là où il ne veut pas de couvre-feu, on ne va pas le blâmer non plus".

Ce n'est pas notre position.

Il y a de tout, au Parti Socialiste !

Ce n'est pas notre position et tous les maires que nous avons eu qui sont venus devant le Bureau National le maire de Clichy, le maire de Sarcelles, le maire de Bondy, ceux qui sont confrontés à la réalité, ont dit qu'ils étaient contre cette mesure et, d'ailleurs, ont demandé à leur préfet de ne pas l'appliquer, ce qui est le cas.

Vincent Peillon, responsable du Nouveau Parti Socialiste, était l'invité de RTL, ce matin. Bonne journée !